

Délégation au Liban dans les camps de réfugiés palestiniens 15 - 19 septembre 2010

Délégation « pour la mémoire », organisée avec le soutien de l'ANECR (Association Nationale des Elus Communistes et Républicains) à l'occasion du 28^{ième} anniversaire du massacre palestinien de Sabra et Chatila. Elle regroupe des élus français, responsables politiques et associatifs, syndicalistes, journalistes, artistes... Aux côtés des réfugiés palestiniens du Liban, de citoyens libanais mais aussi d'autres délégations étrangères, cette délégation commémorera, avec tous les palestiniens, sœurs et frères de cœur, les massacres d'hier et d'aujourd'hui, pour qu'on ne puisse pas dire "on ne savait pas..." et pour construire une paix lucide qui passera par la reconnaissance des responsabilités. Elle permet également de relancer les échanges et d'être le point de départ de projets communs en direction des palestiniens du Liban : jumelages, projets solidaires, échanges artistiques...

Programme joint

Donné à titre indicatif. Il peut subir des modifications en fonction des contraintes locales.

Votre hôtel : The MAYFLOWER Hôtel - Hamra - Beyrouth

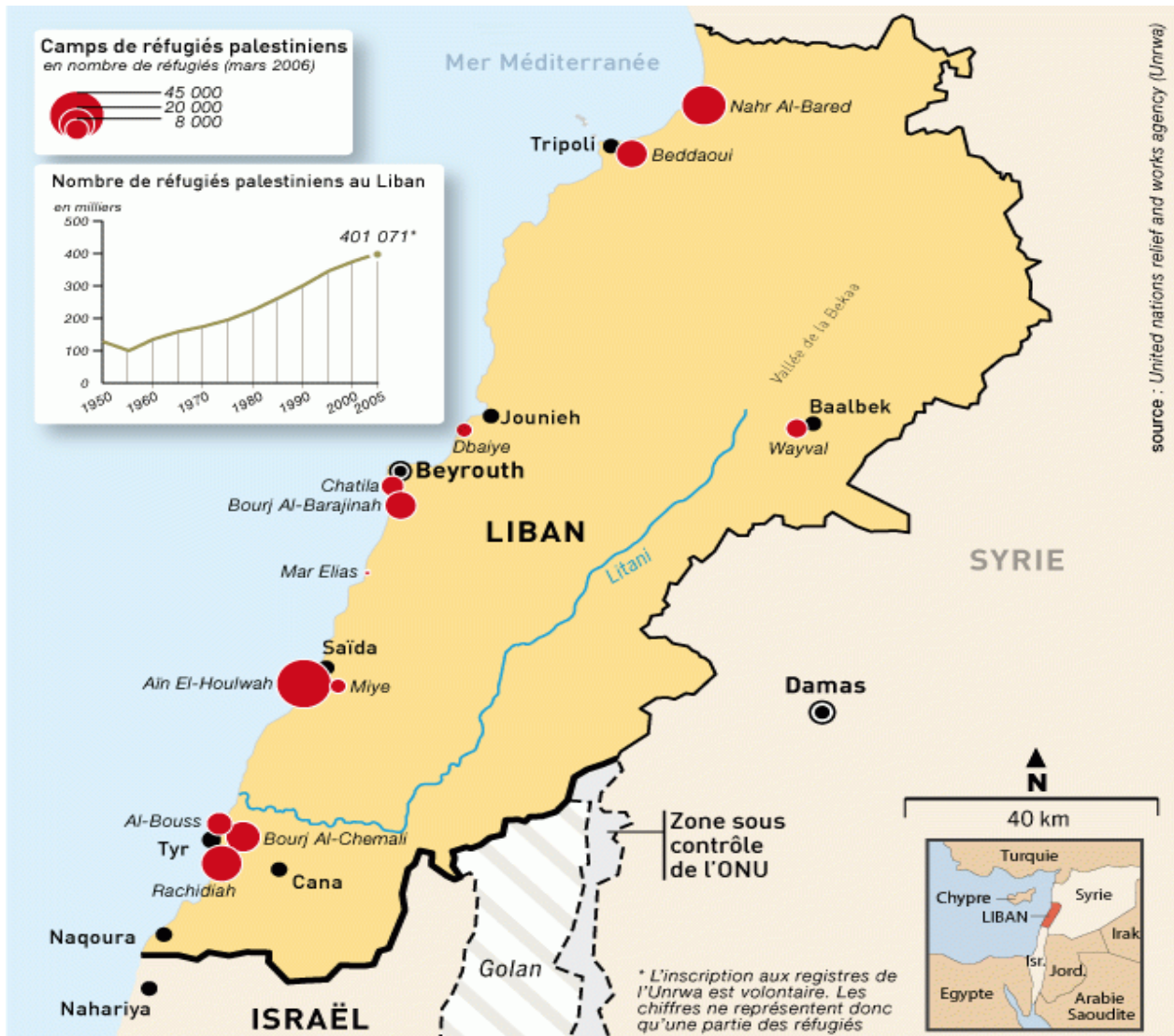
Sommaire

1/ Quelques repères, mémoires palestiniennes	page 2
2/ De Chatila à Narh El Bared	page 4
3/ L'action de l'AJPF au Liban	page 5
4/ Infos pratiques	page 6
5/ Que prévoir dans sa valise ?	page 7
6/ Quelques conseils	page 8
7/ Chronologie du Liban	page 10

1/ Quelques repères - Mémoires palestiniennes

Il y a environ 8 millions de palestiniens mais 70% d'entre eux ne vivent pas en Palestine, poussés à l'exil par les événements de 1948 (création de l'état d'Israël). La grande majorité des palestiniens s'est réfugiée dans les pays voisins au Liban, en Syrie, en Jordanie et a été contrainte de vivre dans des camps provisoires de manière précaire. Un provisoire qui dure plus de 60 ans et qui voit grossir la population des camps et leur précarité.

Il existe aujourd'hui 59 camps de réfugiés palestiniens, la majorité située en Palestine même, 12 sont au Liban, les autres en Syrie et en Jordanie.



Il y a douze camps de réfugiés palestiniens au Liban répartis dans les régions suivantes du nord Liban, au sud de la capitale de Beyrouth, dans le sud Liban (dans la région de Saïda et de Tyr).

Bien que l'ONU chiffre à 400.000 leur nombre, certains avancent un chiffre plus proche de 250.000 à 270.000, car l'ONU n'a pas effacé de ses listes les réfugiés partis dans d'autres pays. Les palestiniens au Liban représenteraient près de 10% de la population totale.

Si le peuple palestinien reste uni dans sa quête d'indépendance et de liberté, les conditions de vie des palestiniens dispersés sont très différentes suivant l'état qui les a accueillis... Au Liban, il règne chez les réfugiés palestiniens un climat de détresse, de désespoir et de frustration croissante.

Ces réfugiés, venant surtout de la partie nord de ce qui est aujourd'hui Israël, sont arrivés au Liban il y a 62 ans, lors de la nakba (1948) fuyant la zone de conflit dans ce qui était alors la Palestine. Si un certain nombre de réfugiés de la première heure sont encore en vie, deux ou trois nouvelles générations sont venues depuis grossir leurs rangs. La moitié des réfugiés palestiniens au Liban vit encore dans des camps surpeuplés, soit la proportion la plus élevée parmi les populations de réfugiés, exception faite de Gaza (**ANNEXE 1, page 1**)

Ils sont lourdement tributaires de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA), établi en 1949 pour leur venir en aide. L'UNRWA censé subvenir aux besoins de plus de 4,7 millions de réfugiés palestiniens (en Cisjordanie, bande de Gaza, Liban, Syrie et Jordanie) dispose d'un budget annuel de 600 millions de dollars. La grande austérité financière résultant de l'important écart entre le financement effectif et les prévisions budgétaires approuvées pose aux réfugiés des problèmes importants actuels. Elle multiplie les appels à l'aide depuis plusieurs mois. L'UNRWA reste pourtant pour les palestiniens la seule source de services d'éducation et de santé ainsi que d'autres services sociaux, bien que cet organisme n'a ni les ressources ni, dans certains cas, le mandat voulu pour répondre convenablement aux besoins des milliers de réfugiés palestiniens du Liban (**ANNEXE 2, page 5**).

Ces Palestiniens vivent dans des conditions de grande précarité. En effet, la législation libanaise leur interdit de participer à la vie politique, économique et sociale du pays. Malgré l'explosion démographique, le gouvernement oppose un veto à l'extension des camps. Le surpeuplement et l'insalubrité rendent la vie dans les camps extrêmement difficile. Les réfugiés palestiniens du Liban donnent la priorité à quatre problèmes : la qualité de l'enseignement et de la formation professionnelle destinés aux réfugiés palestiniens au Liban qu'il faut absolument améliorer, le chômage (73 métiers leur étaient jusque là interdits ; les Palestiniens avaient libre accès uniquement à des emplois occasionnels, manuels et agricoles), la difficulté d'accès aux services hospitaliers et les mauvaises conditions de logement (il n'ont pas droit à l'appropriation selon la loi), surtout pour les réfugiés qui ont été déplacés par suite de la destruction de leur camp.

Depuis cette été, le parlement libanais a voté une loi élargissant les droits des palestiniens, cantonnés dans la grande majorité des cas à des emplois occasionnels et difficiles (lorsqu'ils ont un emploi...), à exercer certains métiers jusque là interdits. Ils peuvent aujourd'hui, selon la loi, exercer les mêmes professions que les autres étrangers. Mais il reste de nombreux obstacles à surmonter et la situation pour les réfugiés palestiniens du Liban est loin d'être assurée. Il faut notamment noter en parallèle que cette loi est adoptée au moment où l'UNRWA annonce un déficit budgétaire de 84 millions de dollars menaçant la fermeture des écoles ou dispensaires, notamment dans la bande de Gaza... (**ANNEXE 3, page 10 et ANNEXE 4, page 11**)

Après l'agression israélienne contre le Liban en 2006, la destruction du camp de Narh El Bared en 2007 et des années de discorde politique, le Liban traverse de nouveau une instabilité politique et ceci après l'instauration du gouvernement d'unité nationale (**ANNEXE 5, page 13**).

Depuis les élections législatives de juin 2009 et la nomination comme Premier Ministre de Saad Hariri, fils du dirigeant politique libanais assassiné Rafic Hariri, un gouvernement de coalition a du mal à émerger.

Aux frontières, les provocations israéliennes et les incursions dans le Sud Liban sont constantes alors que dans le même temps l'ONU rend son rapport officiel pour la dissolution des milices. Mais comment désarmer le conflit d'un côté (notamment les mouvements de résistance) et accepter de l'autre l'acquisition de territoires par la force, les incursions permanentes illégales et le refus de respecter le droit international du gouvernement israélien ? (ANNEXE 6, page 14).

L'instabilité politique libanaise est inséparable de la question palestinienne et de sa résolution de manière globale (ANNEXE 7, page 15).

Le Liban approuve le principe de l'ouverture d'une ambassade Palestinienne à la place du bureau de l'OLP à Beyrouth. De leur côté, les palestiniens réaffirment qu'ils n'ont pas vocation à demeurer au Liban et veulent conserver leur droit au retour (ANNEXE 8, page 16).

2/ De Chatila à Narh el Bared...

Le camp de **Chatila**, dans la banlieue Sud de Beyrouth, est situé sur la municipalité de Ghobeyri, ville libanaise administrée par un maire de majorité Hezbollah. Installé au sud de la capitale libanaise sur un terrain d'un kilomètre carré loué par l'UNRWA, le camp de Chatila est une forêt de hauts immeubles de béton, séparés par des ruelles sinueuses. Les réfugiés y ont construit leurs maisons sur les parcelles allouées. Faute d'espace au sol, ils ajoutent des étages pour y loger leurs enfants, qui fondent de nouvelles familles, ou pour louer à des Libanais et à des Syriens de milieux défavorisés. Les Palestiniens n'y seraient plus que 15 000 sur près de 19 000 habitants. Ils sont arrivés en 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël, et en 1967, lors de la guerre des Six Jours. La nouvelle génération est née dans ce camp où elle rêve d'une Palestine jamais vue.

C'est le camp qui a connu le plus de tragédies. A part les bombardements israéliens quotidiens c'est le camp souvent mentionné pour le grand massacre commis par les milices libanaises chrétiennes avec la couverture de l'armée israélienne, qui occupait alors Beyrouth. Entre 800 et 2 000 Palestiniens y sont morts. C'était le 16 septembre 1982 (ANNEXE 9, page 18)

Ce camp aussi a vécu la tragédie de la guerre des camps (1985-1987) durant la guerre civile libanaise durant laquelle 575 personnes ont péri et ont enterrées dans la mosquée du camp (ANNEXE 10, page 23).

En mai 2007, un autre camp vit une tragédie, celui de **Narh-el-Bared**, à une quinzaine de kilomètres de Tripoli. L'armée libanaise assiège le camp qui est occupé par le Fateh Al Islam, une organisation salafiste. Le camp est rasé en quelques jours. Les 35 000 habitants sont expulsés et trouvent refuge pour la plupart dans le camp de Baddawi, proche mais déjà surpeuplé ! Il ne resterait aujourd'hui à Nahr el Bared que 5 000 personnes.

L'AJPF avait organisé le 18 mai 2007 une délégation dans le cadre de sa campagne « pour droit à l'éducation pour les enfants palestiniens ». Cinq membres de la délégation se sont retrouvés bloqués dans le camp de réfugiés de Nahr-al-Bared lors des affrontements entre l'armée libanaise et les combattants du Fatah-al-Islam. Ils ont pu être évacués, dès

l'instauration du cessez le feu le 22 mai 2007, dans de bonnes conditions grâce à la mobilisation des responsables palestiniens du camp et de l'ambassade de France au Liban. Ils ont témoigné lors d'une conférence de presse organisée au CAPE (Centre d'Accueil de la Presse Etrangère) à Paris. Ils disent que leurs hôtes palestiniens ont tout fait pour les protéger dans le camp y compris en prenant des risques afin d'aller leur chercher des boissons, un groupe électrogène leur permettant de recharger leurs téléphones portables afin de rester connectés. Ils ont surtout assisté au désespoir de la population civile prise entre deux feux, terrorisée, otage d'enjeux qui la dépassent...Car, contrairement à ce que l'on a entendu à l'époque, le groupe Fatah al-Islam n'est pas un groupe de résistance reconnue palestinienne, ni même à la solde du régime syrien. Si leur chef est palestinien, le groupe en compte à peine 10 % tandis que 60 % des membres sont des Libanais et le reste constitué d'autres nationalités arabes. Selon certaines sources, il aurait été financé et armé par les forces gouvernementales pro-occidentales libanaises dans le but de soutenir des groupes extrémistes sunnites pour contrer le Hezbollah chiite (**ANNEXE 11, page 24**).

L'AJPF avait lancé un appel à la solidarité (**ANNEXE 12, page 25**) mais rien n'est réglé aujourd'hui et un véritable désastre humain, politique, et social est en cours à Narh El Bared.

3/ L'action de l'AJPF au Liban

L'AJPF a organisé pour la première fois une délégation au Liban, dans les camps de réfugiés palestiniens en 2002, à l'occasion du 20ème anniversaire de la commémoration du massacre de Sabra et Chatila (1982).

Alors que les réfugiés palestiniens du Liban sont doublement victimes et particulièrement isolés (ils sont hors de leur terre, la Palestine, vivent dans des conditions extrêmes et subissent des discriminations), l'objectif de ce voyage était de rompre l'isolement des palestiniens du Liban et de mettre en lumière leur situation.

Cela a été l'occasion de faire vivre un premier jumelage symboliquement très fort : **Chatila avec la ville de Bagnolet (Seine St Denis)**. Il permet notamment, chaque année, d'inviter des jeunes palestiniens du camp à partir en vacances en France, « respirer », « souffler » et échanger avec les jeunes de Bagnolet.

Depuis ce premier pas, plusieurs jumelages et échanges ont vu le jour :

- ✓ Bourj El Barajneh, situé dans la banlieue de Beyrouth et Avion (Nord Pas de Calais)
- ✓ Rashidié, situé dans le Sud Liban et Douarnenez (Finistère)
- ✓ Bourj El Shamali et la Courneuve (Seine St Denis)
- ✓ Ein El Heloué, l'un des plus grand camp situé dans le Sud et Méricourt (Nord Pas de Calais)
- ✓ Narh El Bared, tristement célèbre car entièrement rasé en 2007 (voir plus haut), avec Mitry-Mory (Seine et Marne)
- ✓ Baddawi (l'un des plus grands camps du Nord Liban, non loin de Tripoli) et villes et conseil général de l'Aisne.

L'AJPF a également participé à des projets solidaires :

- ✓ « Lumières sur Chatila » en partenariat avec la CCAS (CE) d'EDF-GDF. Projet consistant à collecter des ampoules basse consommation pour les foyers

palestiniens et permettant une amélioration de la qualité et une augmentation de la desserte électrique dans le camp).

- ✓ Organisation de 2 voyages solidaires avec la CCAS (CE) d'EDF-GDF permettant à des agents EDF-GDF de visiter le Liban, d'aller à la rencontre des populations palestiniennes des camps de réfugiés et de mieux comprendre la situation.
- ✓ Réhabilitation du dispensaire du camp de Baddawi impliquant plusieurs partenaires (voir ajpf.fr). Le Camp de Baddawi est situé au Nord du Liban à 5 km de la ville de Tripoli. Il a été établi en 1955. La population actuelle comprend 13 513 réfugiés inscrits, 440 réfugiés non inscrits et 873 personnes qui ne sont pas des réfugiés. C'est le plus grand camp de réfugiés palestiniens du Liban. L'accès aux soins de première nécessité est difficile surtout pour les femmes et leurs enfants et le centre de soin de Baddawi représente un lieu commun indispensable, notamment lors des campagnes de vaccinations. Ce centre a été aménagé en 2007 lui permettant de répondre aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse à le fréquenter.

L'AJPF fait venir ou encourage la venue d'enfants des camps l'été (dans le cadre des jumelages ou de ses partenariats avec d'autres organismes). Ces enfants sont invités dans des colos et participent aux activités avec d'autres enfants, permettant une ouverture sur l'extérieur et le monde qui les entoure. Ces initiatives sont souvent vécues comme salvatrice pour les enfants qui reviennent "grandis" d'une nouvelle expérience : celle de l'espoir qu'un autre monde est possible ; un monde de paix, de construction, de rêves. Les échanges sont des passerelles permettant de réduire les incompréhensions et de tisser des liens forts entre les jeunes du monde de demain.

L'AJPF organise également régulièrement des délégations d'élus au Liban, pour lancer de nouveaux jumelages ou échanges et pour mieux comprendre les enjeux politiques qui se jouent dans la région. Elle était notamment présente sur place, avec une délégation, lors des bombardements de 2007 à Narh El Bared.

4/ Infos pratiques

Capitale du Liban : **Beyrouth** qui compte plus d'un million d'habitants.

Superficie du pays : 10 452, soit 2 fois plus petit qu'Israël...Sa longueur est de 250 kms et sa largeur de 40 à 70 kms. Il est à noter que sur de nombreuses cartes libanaises, les camps de réfugiés palestiniens ne sont pas mentionnés, leur emplacement est remplacé par des « trous blancs », des vides...

Le Liban est en grande partie un pays montagneux. C'est le **Mont Liban** qui veut dire « montagne blanche » qui lui a donné son nom. Avant le mandat français en 1922, le Liban est une province de la Grande Syrie. Cela explique en partie la très grande influence politique de la Syrie sur le pays encore aujourd'hui...

Le pays partage une frontière avec deux pays...au moins : la Syrie au nord et à l'est (376 km) avec laquelle il y a un point de passage et Israël au sud (79 km) avec laquelle il n'y a plus de point de passage (c'est la porte de Fatmeh). En réalité, il partage également sa frontière avec la Palestine du côté du Golan...que la Syrie revendique également. A l'ouest, c'est la méditerranée.

Population : plus de 4 millions dont près de 45% sont francophones. Les chiffres sont à manier avec prudence au Liban car on ne sait jamais trop si les palestiniens sont comptabilisés ou non (un peu comme les cartes !).

A l'origine, les populations installées sur ce littoral étaient les **phéniciens**, réputés pour leur sens du commerce maritime (ils rivalisaient avec les marins grecs) et leur artisanats de luxe, notamment la maîtrise de la fabrication de la poudre de murex, un coquillage qui servait à faire la couleur « pourpre » si réclamée durant toute l'antiquité car couleur de la puissance. De par sa position, la Phénicie a toujours été au carrefour de l'Orient et de l'Occident...

Aujourd'hui, l'histoire est encore prégnante car de nombreuses communautés religieuses se côtoient...pour le meilleur et pour le pire ! Il y a des chrétiens maronites, des grecs catholiques, des arméniens catholiques, des syriaques catholiques, des catholiques latins, des chaldéens catholiques mais aussi des grecs orthodoxes, des arméniens orthodoxes, des syriaques monophysites, des assyriens, quelques protestants, des coptes orthodoxes, des chaldéens orthodoxes...et enfin, du côté des musulmans, des sunnites, des chiites, des druzes et des alaouites ! On pourrait vous raconter toutes les différences, leur histoire, les schismes chrétiens ou musulmans... mais sachez que les apparences peuvent être trompeuses : un musulman alaouites est plus proche d'un chrétien orthodoxe que d'un sunnite ! Retenez simplement que toutes ces populations ont un fond de culture commune (arabe pour faire large) et ont partagé du positif bien davantage dans l'histoire que ces dernières décennies.

Monnaie : la livre libanaise (**1€ = 1.907,81 Livres libanaises**). La vie est chère à Beyrouth qui depuis la fin de la guerre et la reconstruction veut reprendre sa place de plaque tournante économique au Proche Orient. Les investisseurs ont été nombreux et les banques internationales ont de nouveau pignon sur rue. Le centre ville a été fortement remodelé, reconstruit un peu comme un décor de théâtre où le tout Beyrouth fortuné vient profiter des terrasses, restaurants, centres culturels et du bord de mer. Les populations pauvres qui occupaient traditionnellement la vieille ville sont refoulées loin du centre ville reconstruit. Aujourd'hui, ils vivent aux côtés des réfugiés palestiniens dans les camps !

Au Liban, les visites dans certains camps de réfugiés sont soumises à autorisations spéciales du gouvernement libanais. C'est le cas pour le camp de Nahr el Bared qui n'est quasiment plus accessible et pour certains camps du sud comme Hein El Héloulé. Officiellement, ces camps sont dangereux car armés (revoir les annexes 8 et 9). Comme en Palestine, il y a des check points (des barrages militaires libanais ou tenus par les milices palestiniennes).

5/ Que prévoir dans sa valise ?

Prévoir des vêtements légers et faciles à vivre. Un polaire léger ou une petite laine pour les soirées car même s'il fait en moyenne 30 degrés le jour à cette période, souvenez-vous que le pays est plutôt montagneux et que le froid tombe vite surtout la nuit !

Attention à vos tenues vestimentaires. Pas de grands décolletés, jupes et shorts... Vous constaterez que ces consignes ne sont pas forcément respectées par la jeunesse dorée de Beyrouth qui la nuit venue envahit les beaux quartiers nouvellement reconstruits du centre ville et du littoral à bord de décapotables rutilantes...Cela dit, une balade dans le centre ville tout beau, tout propre, tout neuf, vaut le coup, surtout le soir où les terrasses fleurissent lorsque le soleil devient plus doux. On croyait se balader dans un décor de théâtre...sauf que là, il y a des vrais glaciers !

En Orient en règle générale, à toutes les saisons, il y a une forte luminosité : lunettes de soleil de bonne qualité indispensables si vous voulez tout voir !

Vos médicaments devront être complétés de leur ordonnance (sauf aspirine ou médicaments dit de confort). Pensez à prendre une trousse médicaments car le temps est compté, le groupe important et pas question de prévoir de multiples arrêts !

La nourriture libanaise est excellente, l'une des meilleures au Proche Orient. Mais nos estomacs ne sont pas toujours habitués à tant de nouveautés ! Ne buvez pas d'eau du robinet, évitez trop de crudités et allez-y progressivement avec le fameux humus... Par précaution, il est utile d'avoir des antidiarrhéiques dans votre trousse médicaments.

Ne changez pas vos euros en dollars. Prenez des espèces (euros) que vous pourrez changer facilement sur place. Vous pouvez prendre votre carte bleue internationale en complément. Bien que vous ne soyez pas venus pour cela, le Liban est le pays de l'artisanat d'art (voir en haut de la page 7) !

Pour les rencontres, vous pouvez apporter des petits cadeaux pour offrir à vos hôtes palestiniens ou les personnalités libanaises qui vous recevront : souvenirs de votre ville (médailles, stylos, cadeaux officiels, livres sur votre ville...), eau de toilette française ou coffrets, parures de stylo, chocolats, friandises, spécialités... ILS ADORENT ! Mais, vous constaterez vite que vous serez vous aussi gâtés par des petits cadeaux.

Et bien sûr, les palestiniens du Liban manquent de tout... Mais le don est souvent à double tranchant. On ne peut pas donner tout, n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand. Notre association préfère l'action politique à l'acte humanitaire, souvent isolé et inutile. Pour être efficace, un projet solidaire se prépare, se mûrit, se concerta, s'élabore en fonction de réels besoins, se bâtit dans le temps et dans le respect et la connaissance de chacun. C'est un échange mutuellement enrichissant, un acte en commun... bien éloigné de toute forme de « don ».

6/ Quelques conseils

L'hospitalité et la générosité sont perçues comme des devoirs par les palestiniens et les libanais. Notre venue est aussi pour eux l'occasion de moments de vies partagés. Refuser un cadeau risque de vexer. Préparez les questions que vous leur poserez.

Garder à l'esprit que nos hôtes ont le souci de bien nous accueillir. Ils font preuve d'une grande dignité et il nous faut parfois faire un effort pour imaginer les difficultés de vie au quotidien.

A Roissy puis dans l'avion, restons discrets sur l'objectif de notre délégation, de vos engagements, de vos idées politiques... On ne sait pas qui sont les gens autour de nous et l'important est de passer tranquillement la frontière à l'arrivée. En cas de difficultés à l'arrivée (peu probables), renvoyez toutes les questions à Fernand TUIL, votre responsable de groupe.

Sécurité

Il n'y a aucune inquiétude particulière à avoir, notre délégation est parfaitement préparée, notre venue anticipée et l'Ambassade de France au Liban impliquée dans notre démarche. Vous serez reçus par l'Ambassadeur et son équipe vous suivra probablement pour certaines visites.

Néanmoins, le contexte mérite notre attention : nous vous demandons de rester groupé, de suivre le groupe en toutes circonstances et de vous conformer aux instructions de vos accompagnateurs.

Vous serez accompagnés par l'équipe AJPF :

Fernand TUIL, président de l'AJPF et responsable du groupe (06 14 03 11 39)

Yazid DJEBARA, secrétaire de l'AJPF et responsable logistique (06 60 63 85 95)

Sabrina LOUMI, membre de l'AJPF

Nathalie BENOIST D'ETIVAUD, membre de l'AJPF

Lana SADEQ, membre de l'AJPF et traductrice

Nous remercions également chaleureusement MIRVAT ABU KHALIL, correspondante de l'AJPF au Liban qui a coordonné cette délégation et nous accompagnera.

*« J'appris le sens du mot réfugié et son attribut, le mépris. »
Mahmoud Darwich*

« ...Considérer le droit au retour des réfugiés palestiniens comme un rêve irréalisable, c'est oublier que la justice est plus forte que la force. C'est entrer dans la logique israélienne du fait accompli, de l'irréversibilité et de l'oubli. Mais les réfugiés palestiniens n'oublient pas ».

ANNEXE 13, page 26

7/ Chronologie du Liban

Cahier du Monde Diplomatique archivé le 1er janvier 2006

1943 : Le Liban, sous mandat français depuis 1920, accède à l'indépendance le 22 novembre.

1946 : Evacuation des troupes françaises.

Mai/septembre 1958 : Guerre civile. Le président Camille Chamoun, accusé de mener une politique pro-occidentale par les nationalistes arabes, fait appel aux Américains qui débarquent en juillet. Les troupes se retirent après l'élection à la présidence du général Fouad Chehab.

1969 : Les « accords du Caire » légalisent la présence palestinienne dans les camps du Liban-sud.

1970 : Après les sanglants affrontements de « Septembre noir » en Jordanie, l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat se replie au Liban.

Israël, confronté aux attaques et infiltrations de commandos palestiniens, multiplie les raids de représailles.

1973 : combats entre Palestiniens et armée libanaise.

13 avril 1975 : Début de la guerre civile. Les milices chrétiennes s'affrontent aux forces de gauche et musulmanes, appuyées à partir de janvier 1976 par les Palestiniens.

6 juin 1976 : Intervention de l'armée syrienne, à l'appel des formations chrétiennes en mauvaise posture face aux forces palestino-progressistes. En octobre, les sommets de Riyad et du Caire décident l'envoi d'une Force arabe de dissuasion, composée en majorité de Syriens.

16 mars 1977 : Le leader druze Kamal Joublatt, chef du Parti socialiste progressiste, est assassiné à proximité d'un barrage syrien.

Mars 1978 : Israël occupe militairement le sud du Liban jusqu'au fleuve Litani. Résolution 425 de l'Onu exigeant un retrait israélien. Déploiement de la Force intérimaire des Nations unies (Finul). Israël se retire partiellement en juin, laissant en place les milices chrétiennes de Saad Haddad.

Juillet : Pilonnage des quartiers chrétiens de Beyrouth par l'armée syrienne après un changement d'alliance, Damas s'étant rapproché des forces palestino-progressistes.

6 juin 1982 : Israël envahit le Liban et assiège Beyrouth (opération « Paix en Galilée »).
Fin août-début septembre : Arafat et 11 000 combattants palestiniens évacuent Beyrouth. Quelque 400 000 Palestiniens restent dans les camps.

14 septembre : Assassinat du président élu Béchir Gemayel. Entrée des Israéliens dans Beyrouth-Ouest le 15.

16-18 septembre : Massacre dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila : au moins un millier de morts. Un rapport officiel israélien établira la responsabilité directe des miliciens chrétiens des Forces libanaises (FL) et indirecte des troupes israéliennes.

22 septembre : Election de M.Amine Gemayel à la présidence.

17 mai 1983 : Accord de paix libano-israélien, qui sera abrogé par les autorités libanaises.

Août-septembre : Relance de la guerre civile. Les milices chrétiennes abandonnent la montagne du Chouf aux druzes de M. Walid Joublatt.

23 octobre : Attentats contre les QG américain et français de la Force multinationale (FM) à Beyrouth : 241 Américains et 58 Français tués. La FM se retirera début 1984.

Novembre-décembre : Combats dans le nord entre loyalistes et dissidents palestiniens, soutenus par Damas. Arafat et quelques milliers de ses partisans, encerclés dans Tripoli, quittent le pays.

Mars 1984 : Premier d'une série d'enlèvements d'otages occidentaux.

Mai-juin 1985 : Première « guerre des camps » entre combattants palestiniens et miliciens chiites d'Amal (pro-syriens).

Juin : Israël achève son retrait, mais maintient une force dans le sud pour soutenir l'Armée du Liban sud (ALS) d'Antoine Lahad.

28 décembre : Accord à Damas entre milices druzes, chiites et chrétiennes. Affrontements interchrétiens après le refus de M. Gemayel de le ratifier.

Février 1987 : 8 000 soldats syriens sont déployés pour pacifier Beyrouth-Ouest. En juin, le premier ministre Rachid Karamé est tué dans un attentat et remplacé par M. Selim Hoss.

Mars 1989 : Le général Michel Aoun, à la tête d'un gouvernement de militaires chrétiens, non reconnu par les musulmans, lance une « guerre de libération » contre Damas.

22 octobre : Accords interlibanais de Taëf (Arabie saoudite), qui établit un nouvel équilibre entre les communautés et définissent le cadre de la présence syrienne.

22 novembre : Assassinat du nouveau président René Moawad, remplacé par M. Elias Hraoui.

Janvier-mars 1990 : Guerre interchrétienne entre FL et les troupes du général Aoun, opposé à Taëf. En octobre, à la suite d'une offensive syro-libanaise, celui-ci est évincé du pouvoir et se réfugie en France. Fin de la guerre qui a fait en 15 ans plus de 150 000 morts.

22 mai 1991 : Traité syro-libanais « de fraternité et de coopération », qui officialise le rôle prépondérant de la Syrie.

Octobre 1992 : M. Rafic Hariri forme un gouvernement et lance la reconstruction de Beyrouth.

Juillet 1993 : Bombardements israéliens sans précédent depuis 1982 : 132 morts.

Avril 1996 : Opération israélienne « Raisins de la colère » destinée à briser le potentiel militaire du mouvement chiite Hezbollah : 175 morts, pour l'essentiel des civils.
2000

24 mai : Israël se retire du Liban sud, mettant fin à 22 ans d'occupation. Le Hezbollah prend possession de la zone.

Octobre : Nouveau gouvernement de M. Hariri, vainqueur des législatives.

2001

Juin : Premier retrait partiel des troupes syriennes, suivi par plusieurs autres.

2004

2 septembre : A l'initiative de Paris et Washington, adoption de la résolution 1559 réclamant le départ des troupes syriennes et appelant au désarmement des milices.

3 septembre : Amendement constitutionnel prolongeant de trois ans le mandat du président Emile Lahoud (élu en 1998), en dépit des mises en garde internationales. Crise politique.

20 octobre : Démission de M. Hariri auquel succède M. Omar Karamé.

2005

14 février : Rafic Hariri est assassiné. L'opposition accuse les régimes libanais et syrien.

28 février : Démission sous la pression de la rue de M. Karamé. Grave crise politique.

3 avril : Accord Syrie-Onu sur le retrait des troupes syriennes « au plus tard le 30 avril ».

19 avril : M. Nagib Miqati forme un cabinet restreint.

26 avril : Fin officielle de la présence syrienne au Liban.

7 mai : Retour du général Aoun après 15 ans d'exil.

2 juin : Assassinat du journaliste [Samir Kassir](#), un des dirigeants de la révolte anti-syrienne, par ailleurs collaborateur du Monde diplomatique.

20 juin : M. Fouad Siniora est élu premier ministre du Liban. Il a été appuyé par le groupe présidé par Saad Hariri, Mouvement pour le futur, majoritaire à la nouvelle Assemblée.

21 juin : L'ex-chef du Parti communiste libanais Georges Haouwi, un proche de l'opposition antisyrilienne, est assassiné dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth.

27 juin : Le ministre du travail a levé l'interdit frappant depuis 22 ans les Palestiniens du Liban (entre 200 et 350 000 selon les Nations Unies), concernant l'exercice d'une cinquantaine de métiers dans le secteur privé. Cette décision intervient au moment où une forte proportion de travailleurs syriens (centaines de milliers) ont quitté le pays, peu avant le retrait des troupes syriennes.

12 décembre : Assassinat de Gebran Tunéi, député et directeur du quotidien An-Nahar.

2006

11 janvier. M. Kofi Annan nomme le procureur belge Serge Brammertz à la tête de la commission d'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, en remplacement de Detlev Mehlis.

26 mai. Assassinat par Israël au Liban d'un dirigeant du Jihad islamique palestinien, Mahmoud al-Majzoub, tué avec son frère dans un attentat à la voiture piégée.

28 juin. Opération « pluies d'été » à Gaza. L'armée israélienne envahit le territoire.

12 juillet. Israël lance une offensive aérienne et maritime sur le Liban, après l'enlèvement à sa frontière de deux soldats et la mort de huit autres. L'opération est revendiquée par le Hezbollah. Le premier ministre israélien Ehud Olmert rejette toute négociation avec le

mouvement chiite, qui propose un échange de soldats contre des détenus de longue date. L'Etat hébreu impose un blocus aérien et maritime sur le Liban.

13 juillet. Les Israéliens pilonnent routes, ponts, centrales électriques ainsi que l'aéroport international de Beyrouth (provoquant sa fermeture) et la banlieue sud chiite de la capitale. Le Hezbollah réplique en tirant des roquettes sur Israël qui, le 14, parviennent jusqu'à Haïfa.

17 juillet. Israël intensifie ses frappes sur les infrastructures du pays, dont le port de Beyrouth, visant par ailleurs de nombreux objectifs civils.

24 juillet. Condoleeza Rice se rend à Beyrouth où elle est reçue par Fouad Siniora et Nabih Berry, le président du Parlement.

25 juillet. Quatre observateurs de l'ONU sont tués à Kham, au sud Liban, par un raid israélien. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qualifie cette frappe aérienne d'attaque « apparemment délibérée ».

26 juillet. Une conférence internationale sur le Liban est organisée à Rome.

30 juillet. Massacre de Cana, ville du sud Liban, où plus de 50 civils, dont une majorité d'enfants, périssent dans un bombardement israélien. Depuis le 12 juillet, les bombardements ont tué au moins 830 Libanais, en majorité des civils, et les roquettes 18 civils israéliens. Plus de 800 000 Libanais fuient les combats. Les pays occidentaux évacuent des milliers de leurs ressortissants.

11 août. Le Conseil de sécurité adopte la résolution 1701 appelant à l'arrêt des combats, au retrait des troupes israéliennes et prévoit le déploiement d'une Finul renforcée. Le Liban puis Israël approuvent la résolution. Le Hezbollah s'engage à cesser tout acte d'hostilité.

14 août. Entrée en vigueur de la cessation d'hostilités entre Israël et le Hezbollah. En un mois, près de 1 200 Libanais, dont plus 40 % d'enfants, ont été tués et 900 000 déplacés. En Israël 170 tués, dont une grande majorité de soldats, et 400 000 déplacés.

17 août. Début du déploiement de l'armée libanaise au Liban sud après 40 ans d'absence.

25 août. Les Européens s'engagent à fournir plus de 7 000 hommes à la Finul. La France annonce le déploiement de 2 000 soldats.

7-8 septembre. Israël lève le blocus aérien puis maritime imposé au Liban depuis le début de la guerre.

1er octobre. Les troupes israéliennes quittent les dernières positions qu'elles occupaient au Liban sud, à l'exception du village de Ghajar, à cheval sur la frontière libano-israélo-syrienne.

11 novembre. Les ministres du Hezbollah et du mouvement Amal quittent le gouvernement après l'échec des négociations sur la formation d'un gouvernement d'union nationale.

21 novembre. Pierre Gemayel, ministre de l'industrie, est assassiné par balles à Beyrouth. Chrétien maronite, il était le fils de l'ancien président Amine Gemayel et le neveu de Béchir Gemayel, l'ancien chef pro-israélien des Forces libanaises, assassiné en septembre 1982 après son élection à la présidence de la République.

Décembre. Les partisans du Hezbollah, du général chrétien Michel Aoun et les partis communistes et de gauche entament un sit-in près des bureaux du chef du gouvernement Fouad Siniora, dont ils réclament la démission.

12 décembre. Serge Brammertz remet un nouveau rapport à l'ONU déclarant que la coopération avec la Syrie « demeure opportune et efficace » tout en critiquant dix autres pays, qu'il n'a pas identifiés, n'ayant pas répondu à vingt deux requêtes de la commission d'enquête.

2007

3 janvier. 400 étudiants de différents partis arméniens manifestent à l'entrée du siège du gouvernement, du quartier des ambassades et de l'Évêché arménien de Beyrouth, pour protester contre la venue du Premier ministre turc Radjab Tayeb Erdogan au Liban, qui dînait avec M. Siniora.

4 janvier. Le gouvernement adopte un programme de réformes économiques pour le soumettre à la conférence internationale d'aide au Liban, prévue le 25 janvier à Paris, dite « Paris III ».

6 janvier. L'opposition proteste contre le coût social des réformes économiques adopté par le gouvernement. « Il ne peut y avoir de véritables réformes avant la formation d'un gouvernement d'union nationale, car l'équipe qui accapare le pouvoir est responsable de la crise économique » estime le Hezbollah. Michel Aoun, critique « la politique de l'emprunt menée par M.Siniora depuis des années, qui est à l'origine de l'énorme dette sous laquelle ploie le Liban ». L'opposition rallie à sa cause le chef de la Confédération générale des travailleurs du Liban et les milieux syndicaux.

12 janvier. L'ancien président libanais Amine Gemayel affirme au journal israélien Maariv que les deux soldats israéliens enlevés en juillet 2006 sont en vie.

22 janvier. Appel à une grève générale lancé par l'opposition dans le but de relancer son mouvement de contestation à trois jours de la réunion à Paris de la conférence internationale, cruciale pour le gouvernement Siniora.

23 janvier. Début de la grève, qui se solde par des affrontements entre les partisans de l'opposition et les pro-gouvernementaux, causant la mort de six personnes et plus de 110 blessés. Le pays est paralysé toute la journée, sur les principaux axes routiers et entrées de Beyrouth, des pneus et voitures sont brûlés. Fouad Siniora se déclare finalement prêt à entamer un dialogue avec l'opposition.

25 janvier. Ouverture de la conférence internationale sur le Liban à Paris. Fouad Siniora, Condoleezza Rice et le nouveau secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, assistent à cette réunion. Les Etats-Unis annonce une aide de 770 millions de dollars (594 millions d'euros), la Commission européenne promet 400 millions d'euros, et la France accordera un prêt de 500 millions d'euros à conditions avantageuses